

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

GPA/IC/M/6

8 février 1996

(96-0486)

Comité intérimaire des marchés publics

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 7 DECEMBRE 1995

Président: M. Harald Ernst (Suisse)

1. Le Comité intérimaire a adopté l'ordre du jour suivant:
 - A. Demandes de statut d'observateur présentées par Singapour, la Roumanie et l'Islande
 - B. Modifications apportées à l'Appendice I de l'Accord avant son entrée en vigueur
 - C. Demande d'accession présentée par le Taipei chinois
 - D. Demande d'accession présentée par le Liechtenstein
 - E. Demande d'accession présentée par le Royaume des Pays-Bas pour le compte d'Aruba
 - F. Demande d'accession présentée par Singapour
 - G. Mise au point définitive des Appendices II, III et IV de l'Accord
 - H. Avancement des procédures nationales de ratification
 - I. Recommandations concernant les décisions procédurales du comité devant être institué en vertu de l'Accord sur les marchés publics
 - J. Etablissement d'un guide pratique concernant le nouvel accord
 - K. Technologies de l'information
 - L. Autres questions
 - i) Projet de rapport du Comité intérimaire au Comité des marchés publics devant être institué en vertu du nouvel accord
 - ii) Dates provisoires des réunions en 1996 du Comité des marchés publics devant être institué en vertu du nouvel accord
 - iii) Réunion du Groupe de travail des règles du Conseil du commerce des services.

A. DEMANDES DE STATUT D'OBSERVATEUR PRESENTEES PAR SINGAPOUR, LA ROUMANIE ET L'ISLANDE

2. Le Président a rappelé que Singapour avait présenté une demande en vue d'obtenir le statut d'observateur auprès du Comité intérimaire dans une communication reproduite dans le document GPA/IC/W/33, et que la Roumanie et l'Islande avaient également présenté à cet effet des demandes reproduites, respectivement, dans les documents GPA/IC/W/34 et GPA/IC/W/35.

3. Eu égard à la décision qu'il avait prise le 29 juin 1994 en ce qui concerne le statut d'observateur auprès du Comité intérimaire (GPA/IC/M/1, paragraphe 4), le Comité intérimaire est convenu d'accorder le statut d'observateur aux gouvernements de Singapour, de la Roumanie et de l'Islande.

B. MODIFICATIONS APPORTEES A L'APPENDICE I DE L'ACCORD AVANT SON ENTREE EN VIGUEUR

4. Le Président a rappelé qu'à ses réunions de juin et de novembre 1994, ainsi que d'avril, juin et octobre 1995, le Comité intérimaire avait examiné la question de l'accord bilatéral sur les marchés publics conclu entre les négociateurs des Communautés européennes et des Etats-Unis en avril 1994 et son incorporation éventuelle à l'Accord sur les marchés publics conformément aux procédures adoptées par le Groupe de travail informel à sa réunion de janvier 1994 sur la "modification des Annexes de l'Appendice I de l'Accord sur les marchés publics avant son entrée en vigueur" (GPA/IC/3). Il a également rappelé que, conformément à ces procédures, un délai de 60 jours à compter de la date de distribution de la communication devait être ménagé, afin qu'il soit possible de procéder à toutes consultations qui pourraient être nécessaires avec d'autres Signataires. A la réunion d'octobre du Comité intérimaire, le représentant des Communautés européennes avait déclaré qu'il espérait être en mesure, à la prochaine réunion, de soumettre en même temps trois types de modifications à l'Appendice I des Communautés européennes. Il s'agissait des modifications résultant non seulement de la conclusion de l'accord bilatéral entre les Communautés européennes et les Etats-Unis, mais aussi de l'adhésion de trois nouveaux Etats membres à l'Union européenne, ainsi que de certaines autres modifications justifiées par une restructuration au niveau de l'organisation interne des gouvernements de certains Etats membres, y compris les propositions de modifications à l'Appendice I présentées par la Suède sous couvert des documents GPR/W/133 et GPR/W/139. Au cours de la même réunion, le représentant des Etats-Unis a dit qu'il avait l'intention de présenter à brève échéance des modifications aux Appendices des Etats-Unis afin de tenir compte de l'accord bilatéral conclu entre son pays et les Communautés européennes, modifications qu'il espérait combiner avec certains changements, pour d'autres Signataires, qui résultaient de consultations bilatérales.

5. Le représentant des Etats-Unis a répété qu'il espérait être très prochainement en mesure de modifier formellement la liste de son pays, de même que les Communautés européennes, conformément à l'accord bilatéral conclu à Marrakech en avril 1994. De l'avis de sa délégation, les Etats-Unis et les Communautés européennes avaient fait part de leur intention de modifier leurs Annexes respectives dans un document daté du 15 juin 1994 et, de ce fait, s'étaient conformés aux procédures énoncées aux alinéas i) et ii) de la décision adoptée en la matière le 17 janvier 1994 par le Groupe de travail informel et qui prévoyait un délai de 60 jours afin de procéder à un examen après que les détails pertinents auraient été fournis au Secrétariat.

6. La représentante des Communautés européennes a dit que sa délégation n'était pas en mesure aujourd'hui de présenter le nouvel Appendice I avec les trois types de modifications dont le Président avait fait mention à savoir, les modifications résultant de l'accord bilatéral conclu entre les Communautés européennes et les Etats-Unis et de l'adhésion de trois nouveaux Etats membres à l'Union européenne, ainsi que certaines autres modifications justifiées par une restructuration au niveau de l'organisation interne des gouvernements de certains Etats membres, y compris les propositions de modifications

à l'Appendice I présentées par la Suède sous couvert des documents GPR/W/133 et GPR/W/139, ce qui n'impliquait pas que les Communautés européennes ne seraient pas en mesure de se conformer pleinement à l'Accord, y compris aux obligations découlant de l'accord bilatéral.

7. En réponse à une demande de la délégation du Japon, un représentant du Secrétariat a fait observer que le Comité intérimaire pourrait faire preuve de souplesse quant à la manière dont il choisissait d'appliquer ses propres procédures. Il a cependant rappelé que, lorsque le texte de l'accord bilatéral avait été distribué en juin 1994, il avait été bien précisé que ces modifications restaient subordonnées à l'accomplissement des procédures habituellement requises sur le plan interne et que, en tant que telle, la communication n'avait été distribuée qu'à des fins d'information et constituait une base pour engager des consultations avec les autres membres du Comité intérimaire et non la communication formelle prévue dans la décision sur la modification des Annexes de l'Appendice I adoptée le 17 janvier 1994 par le Groupe de travail informel.

8. Le représentant des Etats-Unis a dit qu'il demandait aux membres du Comité de faire preuve d'un peu de souplesse à l'égard de cette question. Il a fait valoir que la communication adressée conjointement par sa délégation et par celle des Communautés européennes en juin 1994 satisfaisait manifestement aux prescriptions de l'alinéa i) de la décision que le Groupe de travail informel avait adoptée en la matière le 17 janvier 1994 en ce sens qu'elle contenait les détails pertinents des modifications que les Etats-Unis et les Communautés européennes avaient l'intention d'apporter à leurs listes respectives. Les Etats-Unis et les Communautés européennes avaient par la suite informé les membres du Comité intérimaire que les procédures de ratification de l'accord bilatéral avaient été accomplies par les deux parties. Les deux délégations avaient manifestement satisfait aux prescriptions techniques de la décision et avaient assurément agi en conformité avec l'esprit de celle-ci. Compte tenu du temps écoulé depuis cette communication, il ne semblait donc pas nécessaire de maintenir le délai de 60 jours afin d'examiner toute communication que les deux délégations feraient parvenir au Secrétariat avant le 1er janvier 1996.

9. La représentante des Communautés européennes a souscrit à la déclaration des Etats-Unis et pensait également que l'on pouvait considérer que les deux délégations s'étaient conformées aux prescriptions énoncées dans la décision adoptée le 17 janvier 1994 par le Groupe de travail informel.

10. Le représentant du Canada a dit que sa délégation était souple en la matière, mais a demandé comment la modification que les Communautés européennes avaient l'intention d'apporter à leurs listes à la suite de leur élargissement prendrait effet conformément à cette décision.

11. La représentante des Communautés européennes a reconnu que les autorités communautaires n'avaient pas encore communiqué les modifications aux listes des Communautés résultant de leur élargissement à l'Autriche, à la Finlande et à la Suède, ainsi que celles qui étaient justifiées par l'organisation interne des gouvernements de certains Etats membres, mais elle espérait être en mesure de le faire aussitôt que possible. Le délai de 60 jours prévu dans la décision du Groupe de travail informel serait applicable à cette future communication. La souplesse demandée aujourd'hui ne concernait que l'accord bilatéral conclu avec les Etats-Unis.

12. Les représentants de la Norvège et d'Israël ont dit qu'ils feraient preuve de souplesse en ce qui concerne l'accord bilatéral, sous réserve que les Communautés européennes respectent le délai de 60 jours afin qu'il soit procédé à des consultations au sujet des deux autres éléments des modifications qu'elles avaient l'intention d'apporter.

13. Le représentant du Japon a fait observer que, d'un point de vue strictement juridique, il ne fallait pas permettre une trop grande souplesse. Il n'était pas certain que l'interprétation donnée par les Etats-Unis soit correcte. Toutefois, afin de faciliter les choses et l'entrée en vigueur de l'élargissement des Annexes, sa délégation ne s'opposait pas à ce que l'interprétation des Etats-Unis soit acceptée.

14. En conclusion, le Président a dit que le Comité intérimaire procéderait comme la délégation des Etats-Unis l'avait suggéré. Il a fait observer que cela ne devrait pas être considéré comme une interprétation juridique d'une décision procédurale, mais plutôt comme une solution de souplesse. Cette solution ne concernait que l'accord bilatéral conclu à Marrakech en avril 1994 entre les Communautés européennes et les Etats-Unis, et non les modifications futures que les Communautés européennes avaient annoncées, à savoir celles résultant de leur élargissement et celles justifiées par l'organisation interne des gouvernements de certains Etats membres, y compris les propositions de modifications notifiées en 1994 par le gouvernement suédois sous couvert des documents GPR/W/133 et 139.¹

15. Le Comité intérimaire en est ainsi convenu.

16. Le Président a également rappelé que le Canada avait offert d'inclure dans sa liste des entités des dix provinces en fonction des engagements qu'il obtiendrait des gouvernements provinciaux et qu'une liste définitive serait communiquée dans un délai de 18 mois après la conclusion du nouvel accord. A la réunion d'octobre, le représentant du Canada avait fait une déclaration qui était reproduite dans le compte rendu de cette réunion (GPA/IC/M/5) et il avait fait part de son intention de se mettre en rapport, au niveau bilatéral, avec les membres du Comité intérimaire dans un très proche avenir pour leur rendre compte de tous progrès éventuels dans ce domaine.

17. Le représentant du Canada a rappelé qu'à la dernière réunion, sa délégation avait dit qu'elle était tout à fait disposée à soumettre une offre concernant les entités sous-centrales, mais que les provinces avaient indiqué que cette offre ne serait faite que si les Parties incluaient les secteurs présentant un intérêt primordial pour les fournisseurs canadiens et négociaient des concessions liées aux exceptions relatives aux marchés réservés. Le Canada avait ultérieurement exposé par écrit sa position aux Etats-Unis et avait engagé des consultations bilatérales avec un certain nombre de pays. La délégation de l'intervenant attendait actuellement une réponse des Etats-Unis. En conséquence, la position du Canada demeurerait inchangée par rapport à la déclaration qu'il avait faite le 25 octobre au Comité intérimaire.

18. Le représentant des Etats-Unis a dit que la position de sa délégation n'avait pas changé elle non plus depuis la dernière réunion du Comité intérimaire. On pouvait difficilement concevoir qu'une offre soit présentée en contrepartie de l'inclusion par le Canada d'un plus grand nombre d'entités sans que celui-ci ne fasse tout d'abord d'offre concernant les entités sous-centrales visées à l'Annexe 2.

19. La représentante des Communautés européennes a confirmé que la position des Communautés n'avait pas changé depuis la réunion du 25 octobre.

20. La représentante de la Norvège, bien qu'elle comprenne le problème du Canada, a néanmoins rappelé que sa délégation était intervenue sur cette question lors de la réunion d'octobre, demandant instamment au Canada de présenter aussitôt que possible une liste des entités sous-centrales.

¹La communication formelle conjointe des Communautés européennes et des Etats-Unis a été ultérieurement distribuée sous la cote GPA/IC/10.

21. Le représentant du Canada a dit qu'au début de ces négociations, son pays avait mentionné un certain nombre d'objectifs primordiaux, soulignant en particulier qu'il importait de circonscrire, limiter, voire éliminer, dans l'Accord les exceptions relatives aux marchés réservés et d'inclure les secteurs présentant de l'intérêt pour les fournisseurs canadiens. Un lien avait été clairement établi dans les débats entre ces objectifs et les entités sous-centrales à inclure. Tout au long des débats de ces dernières années, cette question avait été régulièrement soulevée et s'était trouvée au premier plan de la position du Canada. L'intervenant a rappelé que dans les derniers jours des négociations, en décembre 1993, le Comité était arrivé à un accord essentiellement sur les entités visées à l'Annexe 1. A l'époque, le Canada avait posé comme condition que l'inclusion de ses entités sous-centrales soit subordonnée aux engagements qu'il obtiendrait des provinces. D'autres pays ont exclu le Canada des marchés passés par les entités visées aux Annexes 2 et 3 à la suite de la décision qu'il avait prise. Dans plusieurs offres, ces exclusions étaient indiquées dans des Notes générales. Le Canada aurait pu prévoir des exclusions analogues à l'égard de certains pays avec lesquels il avait des difficultés particulières, mais il ne l'avait pas fait. Au contraire, il avait indiqué que, du moins du point de vue des provinces, il fallait que la délégation du Canada soit en mesure d'examiner les éléments plus vastes de l'offre dans son ensemble. Les Etats-Unis et les Communautés européennes étaient convenus à l'époque de poursuivre les négociations et ils s'y étaient employés jusqu'en avril 1994, moment où ils sont arrivés à un accord. A l'époque, le Canada avait été invité à se rallier à cet accord, mais il avait choisi de ne pas le faire. Il avait préféré analyser cet accord dans le détail ainsi que l'équilibre global qui en résultait par rapport à ses objectifs de négociation. Cette analyse avait été menée à bien l'année dernière. De l'avis de la délégation du Canada, elle ne devait pas perdre de vue ses objectifs de négociation essentiels, qui avaient été clairement énoncés à chacune des réunions du Comité des négociations. Malheureusement, l'accord qui avait été conclu ne faisait mention d'aucun de ces objectifs. La délégation de l'intervenant était donc d'avis que, ces objectifs n'ayant pas été atteints, il n'y avait aucune raison d'aller de l'avant sous la pression des délais. Etant donné que d'autres pays avaient exclu le Canada de leurs offres concernant les Annexes 2 et 3, elle comptait bien ne pas être pénalisée pour cette décision au-delà de ces aspects précis, ni avoir à en payer deux fois le prix, ni renoncer à ses objectifs de négociation essentiels. La délégation du Canada souhaitait avoir de nouveaux entretiens avec les membres du Comité, à la fois au sein de celui-ci et par voie bilatérale, et espérait progresser sur ce qui, à ses yeux, était des questions fondamentales touchant à l'élargissement de l'Accord, non seulement du point de vue des entités visées, mais aussi au regard de certains principes spécifiques, en particulier celui d'assurer l'accès aux marchés, principale préoccupation du Canada dans ce domaine.

22. Le représentant des Etats-Unis a rappelé que, conformément à l'Annexe 2 de la liste convenue du Canada, le gouvernement canadien avait offert d'inclure dans la liste des entités des dix provinces en fonction des engagements qu'il obtiendrait des gouvernements provinciaux. La liste initiale des entités provinciales serait établie au plus tard pour le 15 avril 1994, la liste définitive devant être communiquée dans un délai de 18 mois après la conclusion du nouvel accord sur les marchés publics. De l'avis de l'intervenant, cette indication n'était assortie d'aucune condition. Si le Canada n'avait pas prévu certaines dérogations comme celles qui figuraient dans les listes de certains autres Signataires, dont la liste des Etats-Unis, pour ce qui concerne ce pays, c'était parce qu'il n'y avait rien à exclure. Le Canada n'avait pas encore présenté d'offre pour ce qui est des entités visées à l'Annexe 2. L'intervenant a également rappelé que les négociations relatives au champ d'application étaient menées pour une grande part par voie bilatérale, mais que leurs résultats étaient acceptés au niveau multilatéral. Il s'agissait d'un accord plurilatéral et la volonté de présenter une offre ne devait pas être considérée uniquement sous un angle strictement bilatéral. L'intervenant a rappelé que les autorités américaines ne seraient pas en mesure de négocier une élimination des dérogations concernant le Canada tant que ce pays n'aurait pas présenté d'offre conformément à ce qui était indiqué à l'Annexe 2 de sa liste.

23. Le Comité intérimaire a pris note de ces déclarations.

C. DEMANDE D'ACCESSION PRESENTEE PAR LE TAIPEI CHINOIS

24. Le Président a rappelé qu'à ses réunions de juin et d'octobre, le Comité intérimaire avait encouragé la délégation du Taipei chinois et les membres du Comité intérimaire à tenir de nouvelles consultations sur le projet d'offre du Taipei chinois.

25. Le représentant du Taipei chinois a dit que sa délégation avait saisi l'occasion de la dernière réunion du Comité intérimaire pour tenir des consultations bilatérales avec les représentants du Canada, des Communautés européennes et des Etats-Unis. Elle avait également eu un bref entretien avec le représentant du Japon. Parallèlement à la présente réunion, des rencontres bilatérales avaient été prévues avec le Canada, les Communautés européennes et les Etats-Unis. Plusieurs suggestions visant à améliorer l'offre initiale de son gouvernement avaient été étudiées sérieusement lors des consultations bilatérales. La délégation du Taipei chinois se félicitait de la participation active de ces trois Signataires. Elle étudiait avec soin leurs suggestions, mais demandait aussi instamment aux autres Signataires de prévoir la tenue de consultations bilatérales avec elle dans un proche avenir, afin d'être en mesure d'achever ces consultations avant le mois de juin 1996.

26. Le représentant des Etats-Unis a indiqué que sa délégation avait été généralement satisfaite des progrès réalisés dans les négociations relatives à l'accession, à la fois au sein du Comité et à l'occasion de consultations bilatérales. La délégation du Taipei chinois avait eu l'extrême obligeance de répondre aux questions que sa délégation lui avait posées à cette occasion. L'intervenant comptait bien que le Taipei chinois présenterait dans un proche avenir une offre révisée sur la base des résultats des consultations bilatérales. Il a demandé instamment aux membres du Comité intérimaire qui ne l'avaient pas encore fait de tenir des consultations bilatérales parce qu'il avait bon espoir que de rapides progrès pourraient être réalisés en 1996 dans ce processus d'accession.

27. La représentante des Communautés européennes a déclaré qu'elle était reconnaissante à la délégation du Taipei chinois des efforts que celle-ci avait déployés tout au long des négociations bilatérales ainsi que de la manière dont elle avait tenu compte des préoccupations de sa délégation. Elle espérait que le processus d'accession progresserait rapidement en 1996 dans l'intérêt de tous les membres du Comité.

28. Le représentant du Canada a dit que sa délégation se félicitait elle aussi des efforts déployés par le Taipei chinois lors des discussions bilatérales. Il était encouragé par le fait qu'après chaque réunion, des progrès substantiels avaient été réalisés sur des questions délicates et il avait également bon espoir que ce processus progresserait rapidement au cours de l'année à venir. Il a invité les autres délégations à engager des consultations bilatérales.

29. Le Président a rappelé qu'aux termes de la Décision sur les négociations concernant l'accession à l'Accord sur les marchés publics (1994) avant son entrée en vigueur (GPA/IC/M/1, Annexe 1), le Comité intérimaire était invité à présenter au Comité des marchés publics devant être institué en vertu du nouvel accord un rapport sur son examen de la demande d'accession. Ce projet de rapport avait été distribué aux délégations pour examen à la présente réunion.

30. Le Comité intérimaire a pris note de ces déclarations, a demandé instamment aux délégations d'engager des consultations bilatérales avec la délégation du Taipei chinois étant donné que cette délégation avait exprimé le désir d'être en mesure d'achever les consultations bilatérales avant le mois de juin 1996, et a adopté le projet de rapport sur son examen de la demande d'accession présentée par le Taipei chinois aux fins de sa transmission au Comité devant être institué en vertu du nouvel accord (GPA/IC/5).

D. DEMANDE D'ACCESSION PRESENTEE PAR LE LIECHTENSTEIN

31. Le Président a rappelé qu'à la réunion d'avril du Comité intérimaire, le Liechtenstein avait présenté une demande d'accession à l'Accord sur les marchés publics de 1994 dans une communication reproduite dans le document GPA/IC/W/13, daté du 10 janvier 1995, où figurait également son offre. Le gouvernement du Liechtenstein avait communiqué des chiffres sur la valeur potentielle de son offre, qui avaient été distribués aux délégations en septembre sous couvert du document GPA/IC/W/29. Aux termes de la Décision sur les négociations concernant l'accession à l'Accord sur les marchés publics (1994) avant son entrée en vigueur, le Comité intérimaire était invité à présenter au Comité des marchés publics devant être institué en vertu du nouvel accord un rapport sur son examen de la demande d'accession. Le Secrétariat avait établi un projet de rapport, qui avait été distribué le 28 novembre aux délégations pour être examiné à la présente réunion, afin que le Comité intérimaire le transmette au Comité devant être institué en vertu du nouvel accord.

32. La représentante du Liechtenstein a indiqué que les autorités de la Principauté avaient étudié le projet de rapport. Elle s'est référée au paragraphe 3 de ce projet de décision, qui stipulait que la décision arriverait à expiration six mois après la date de son adoption par le Comité des marchés publics, à moins qu'elle ne soit prorogée par consentement mutuel entre le Comité et le Liechtenstein. Conformément à la Constitution du Liechtenstein, le Parlement devait approuver l'accession de la Principauté à l'Accord sur les marchés publics et un vote populaire pourrait également avoir lieu. Ces deux étapes pourraient prendre plus de six mois étant donné que le Parlement ne siégeait pas tous les mois. L'intervenante a donc proposé de remplacer six mois par un an au troisième paragraphe.

33. Le Comité intérimaire a adopté le projet de rapport, avec la modification proposée, y compris les modalités d'accession du Liechtenstein (GPA/IC/6).

E. DEMANDE D'ACCESSION PRESENTEE PAR LE ROYAUME DES PAYS-BAS POUR LE COMPTE D'ARUBA

34. Le Président a rappelé que le Royaume des Pays-Bas pour le compte d'Aruba avait communiqué son projet d'offre, qui avait été distribué aux délégations sous couvert du document GPA/IC/W/14, daté du 8 février 1995. Aux termes de la Décision sur les négociations concernant l'accession à l'Accord sur les marchés publics (1994) avant son entrée en vigueur, le Comité intérimaire était invité à présenter au Comité des marchés publics devant être institué en vertu du nouvel accord un rapport sur son examen de la demande d'accession. Le Secrétariat avait établi un projet de rapport, qui avait été distribué le 28 novembre aux délégations pour être examiné à la présente réunion, afin que le Comité intérimaire le transmette au Comité devant être institué en vertu du nouvel accord.

35. Le représentant du Royaume des Pays-Bas pour le compte d'Aruba a dit que sa délégation avait tenu des consultations avec les membres du Comité. Une Partie avait fait des suggestions utiles visant à améliorer encore l'offre déjà substantielle qu'Aruba avait faite dans le cadre de l'Accord. Les autorités de l'intervenant étaient convenues de prendre sérieusement les suggestions formulées en considération si l'offre devait être améliorée à l'avenir. Le processus de mise en oeuvre du nouvel accord à Aruba pourrait être mené à terme en février 1996. L'intervenant espérait que le Comité intérimaire approuverait les modalités d'accession initialement proposées par sa délégation.

36. Le représentant du Canada appréciait les efforts déployés par le Royaume des Pays-Bas pour le compte d'Aruba et se félicitait que l'Accord soit étendu à de nouveaux participants. Il a demandé instamment que cela se fasse chaque fois que cela serait possible.

37. Le Comité intérimaire a adopté le projet de rapport, y compris les modalités d'accession du Royaume des Pays Bas pour le compte d'Aruba (GPA/IC/7).

F. DEMANDE D'ACCESSION PRESENTEE PAR SINGAPOUR

38. Le Président s'est référé à la communication de Singapour reproduite dans le document GPA/IC/W/33 et dans laquelle il indiquait qu'il souhaiterait accéder au nouvel accord. Singapour venait de présenter une offre initiale (distribuée ultérieurement sous la cote GPA/IC/SPEC/2).

39. La représentante de Singapour a rappelé que son gouvernement avait formellement présenté une demande d'accession dans une communication datée du 9 novembre 1995 (GPA/IC/W/33). Elle était heureuse d'être en mesure aujourd'hui de présenter une offre initiale. Cette offre représentait une proportion substantielle des marchés passés par Singapour et comportait une liste des entités du gouvernement central (Annexe 1), une liste de toutes les autres entités qui passaient des marchés conformément aux dispositions de l'Accord (Annexe 3), une liste des services (Annexe 4) et une liste des services de construction (Annexe 5). Toutes les Annexes indiquaient les valeurs de seuil applicables. Etant donné que Singapour n'avait pas d'entités des gouvernements sous-centraux, l'offre ne contenait pas d'entités à ce niveau. Les autorités de Singapour espéraient engager aussitôt que possible des négociations bilatérales avec les Signataires de l'Accord de 1994. Singapour était signataire de l'ancien Accord relatif aux marchés publics et avait en tant que tel notifié aux Parties ses procédures de passation des marchés, mais la délégation de l'intervenante a néanmoins l'intention de communiquer en temps utile, comme requis, des détails sur les procédures de passation des marchés à Singapour. Le désir de Singapour d'accéder à l'Accord sur les marchés publics témoignait de l'attachement du gouvernement au système commercial multilatéral qu'incarnait l'OMC. L'intervenante espérait que la participation à l'Accord augmenterait à l'avenir et était encouragée par les demandes d'accession présentées par d'autres gouvernements.

40. Le représentant des Etats-Unis s'est félicité de la demande d'accession présentée par Singapour. Les autorités des Etats-Unis avaient toujours considéré Singapour comme un signataire modèle de l'Accord du Tokyo Round relatif aux marchés publics, espéraient que celui-ci réexaminerait son offre et comptaient agir de concert avec les autorités de Singapour pour les accueillir en tant que signataire du nouvel accord.

41. Le Président a par ailleurs rappelé que le Comité intérimaire devait établir un rapport sur la demande d'accession de Singapour à l'intention du Comité devant être institué en vertu du nouvel accord, mais il ne jugeait pas utile d'en faire un rapport distinct et a proposé en conséquence que l'on insère à la place dans le rapport du Comité intérimaire au Comité une référence au débat à la présente réunion avec une recommandation tendant à ce que le Comité fasse progresser le processus d'accession.

42. Le Comité intérimaire en est ainsi convenu.

G. MISE AU POINT DEFINITIVE DES APPENDICES II, III ET IV DE L'ACCORD

43. Le Président a rappelé qu'à la réunion d'octobre du Comité intérimaire, le représentant des Etats-Unis avait déclaré qu'il espérait être en mesure de communiquer aux délégations, avant la réunion de décembre du Comité intérimaire, les renseignements sur les publications des Etats fournis par la totalité des 37 Etats mentionnés à l'Annexe 2 des Etats-Unis. Ces renseignements avaient depuis lors été transmis aux délégations.

44. Le représentant des Etats-Unis a rappelé les renseignements que sa délégation avait communiqués pour la présente réunion et qui indiquaient les publications qui pouvaient être utilisées par les Etats pour faire connaître les projets de marchés et faire paraître des avis d'adjudication de marchés. Ces renseignements évolueraient probablement au fil des années au cours de la mise en oeuvre de l'Accord et il faudrait les mettre à jour en permanence, peut-être dans le cadre des travaux relatifs à un guide pratique. Ils indiquaient non seulement les publications sur papier, mais informaient également sur

les possibilités d'accès aux bases de données par des moyens électroniques, ce qui pourrait être pris en considération à la lumière du débat qui se poursuivait au sujet des technologies de l'information et de leurs implications pour l'accès. Lorsqu'il y avait lieu, il était fait mention des adresses Internet.

45. Le représentant du Canada a fait observer qu'il savait que la liste fournie était indicative, mais les Etats mentionnés dans l'annexe des Etats-Unis n'y figuraient pas tous et il se demandait si des listes additionnelles seraient communiquées prochainement.

46. Le représentant des Etats-Unis a dit que la liste était qualifiée d'indicative parce qu'elle pourrait évoluer avec le temps. C'était là un des aspects de la mise en oeuvre qui étaient les plus intéressants pour toutes les Parties, car c'était la première fois que des niveaux inférieurs à celui du gouvernement central entraient dans le champ d'application de l'Accord. Les autorités de l'intervenant s'emploieraient avec les Etats à étudier les moyens d'améliorer les possibilités d'accès aux publications et de les modifier plus fréquemment au fil des années.

H. AVANCEMENT DES PROCEDURES NATIONALES DE RATIFICATION

47. Le Président a rappelé qu'il était rendu compte de la situation actuelle en ce qui concerne les ratifications de l'Accord formellement notifiées au Secrétariat dans un document du Directeur général de l'OMC intitulé Notifications d'acceptations, daté du 27 janvier 1995 et distribué dans la série de documents WT/Let/2 (réf. WLI/304), auquel il convenait d'ajouter les noms du Japon et des Etats-Unis. Le gouvernement du Japon avait déposé son instrument d'accession auprès du Directeur général le 5 décembre 1995 et les Etats-Unis avaient confirmé leur ratification par une lettre que l'Ambassadeur Gardner avait adressée au Directeur général le 1er décembre 1995. Le Canada, la Corée, Israël et la Suisse n'avaient pas encore déposé leurs instruments de ratification.² Conformément aux dispositions de l'article XXIV:1, l'Accord entrerait en vigueur le 1er janvier 1996 pour les gouvernements pour lesquels le champ d'application convenu figurait aux Annexes 1 à 5 de l'Appendice I de l'Accord et qui auraient accepté l'Accord par voie de signature le 15 avril 1994 ou qui l'auraient signé dans l'intervalle sous réserve de ratification et ratifié ultérieurement avant le 1er janvier 1996.

48. Le représentant du Canada a indiqué que la ratification au Canada en était aux dernières phases du processus d'approbation. En cas d'approbation, les autorités du Canada ont l'intention de déposer l'instrument de ratification accompagné de la déclaration ci-après:

"Dans le contexte de l'acceptation de l'Accord pour ce qui est de l'Annexe 1 (départements et agences fédéraux) des Etats-Unis, les engagements pris par le Canada sont fondés sur son interprétation concernant 1) la valeur de l'offre des Etats-Unis au moment de la signature de l'Accord à Marrakech et 2) la valeur des "marchés réservés aux petites entreprises et aux entreprises détenues par des minorités", qui a fait l'objet de discussions avec les Etats-Unis relativement à l'exception prévue pour ces programmes dans leur offre. Le Canada souligne également qu'il a pris ces engagements étant entendu que la valeur des marchés passés par les Etats-Unis - qui par ailleurs sont assujettis à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics - auxquels s'appliquent les préférences en faveur des petites entreprises et des entreprises détenues par des minorités, est compatible avec les statistiques récemment présentées par les Etats-Unis conformément aux prescriptions énoncées au chapitre 10 de l'ALENA. Ces

²Le Canada, la Corée, Israël et la Suisse ont déposé leurs instruments de ratification, respectivement, les 22 décembre, 31 décembre, 22 décembre et 19 décembre 1995.

statistiques indiquent que, pour les départements et agences des Etats-Unis, la valeur totale des marchés réservés aux petites entreprises et aux entreprises détenues par des minorités se chiffre à 3 milliards de dollars EU. Avec les ajustements appropriés eu égard aux valeurs de seuil plus élevées établies dans l'Accord de l'OMC sur les marchés publics, cette valeur serait d'environ 2,4 milliards de dollars EU."

49. La représentante de la Suisse a dit que le Conseil fédéral avait décidé le 4 décembre de ratifier l'Accord. L'instrument de ratification serait déposé auprès du Secrétariat dans les quelques jours à venir.

50. Le représentant de la Corée a indiqué que le Parlement coréen avait déjà accompli les procédures de ratification. Le gouvernement coréen déposerait l'instrument en temps utile et, en tout état de cause, avant la fin de cette année.

51. Le représentant d'Israël a dit que les autorités israéliennes étaient conscientes du caractère urgent de la question, mais que le processus de ratification était toujours en cours. Il avait bon espoir qu'il serait mené à terme très prochainement.

I. RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES DECISIONS PROCEDURALES DU COMITE
DEVANT ETRE INSTITUTE EN VERTU DE L'ACCORD SUR LES MARCHES PUBLICS:
PROJET DE DECISION SUR LA NOTIFICATION DES LOIS NATIONALES
D'APPLICATION

52. Le Président a rappelé qu'à la dernière réunion, le Comité intérimaire était convenu de revenir à sa prochaine réunion à la question du projet de décision sur la notification des lois nationales d'application.³ Afin de faciliter le débat, il avait dit qu'il avait l'intention de présenter un document de synthèse pour la présente réunion. Ce document, qui comportait une liste proposée de questions, avait été distribué aux délégations le 23 novembre.

53. Le représentant des Etats-Unis a dit que la liste de questions, qui figurait dans le document du Président était utile et il souhaitait l'étudier plus en détail. A titre de vue préliminaire, il lui semblait souhaitable que soient communiqués les textes des lois d'application dans leur intégralité, ce qui cependant ne concernerait pas nécessairement toujours les règlements. Il y aurait peut-être lieu de notifier, sous forme de résumés, les lois d'application aux échelons inférieurs de l'administration centrale, au niveau des gouvernements sous-centraux et à celui des entités visées à l'Annexe 3. Lorsqu'il s'agirait d'arrêter les procédures de notification appropriées, les autorités de son pays continueraient de suivre de près cette question, en particulier au cours des premières étapes de la mise en oeuvre.

54. Le représentant du Canada examinerait le document plus en détail. Il a fait observer qu'il arrivait souvent que des règlements détaillés précisent effectivement les éléments entrant dans le champ d'application et déterminent si un marché particulier serait soumis à l'Accord. La question de l'opportunité de communiquer le texte complet des règlements devrait donc être étudiée avec soin et ne devrait pas être trop facilement écartée.

55. La représentante de la Suisse a dit qu'une solution possible serait de notifier une combinaison de textes et de résumés. Se référant en l'occurrence aux cantons suisses, il serait difficile de voir comment toutes les lois et tous les règlements de chacun des 26 cantons pourraient être notifiés, d'autant qu'ils se ressembleraient probablement. Un plus ample examen s'imposait. L'intervenante a suggéré d'ajouter deux autres points concernant les procédures de contestation à la liste figurant dans le document

³Annexe 3 de la Note du Secrétariat, datée du 9 juin 1995, intitulée "Projet de recommandations concernant les décisions sur les questions de procédure au titre de l'Accord sur les marchés publics (1994)".

du Président: l'un a trait aux effets suspensifs des procédures de contestation et l'autre à la question de savoir qui supporterait les frais d'une procédure de contestation. Il semblait que dans certains pays des procédures puissent être menées gratuitement.

56. Le représentant de la Corée était tout à fait favorable à l'établissement d'une liste de questions. En ce qui concerne la forme sous laquelle les législations devaient être notifiées, il jugeait utile de recevoir le texte complet des législations nationales. Dans le cadre d'autres organes de l'OMC, des réunions extraordinaires avaient été organisées pour examiner les législations nationales des Membres. L'intervenant a estimé que, après avoir reçu les législations nationales des autres Parties, il serait utile que le Comité tienne une réunion extraordinaire pour les examiner.

57. La représentante de la Norvège a indiqué que la liste figurant dans le document semblait intéressante. Son principal objectif était la transparence. En ce qui concerne la forme sous laquelle les législations devaient être notifiées, elle a fait observer que la situation serait différente d'un pays à l'autre étant donné que les pays n'utiliseraient pas tous des mêmes moyens législatifs pour mettre en oeuvre l'Accord. Pour ce qui est de la Norvège, elle n'aurait aucune difficulté à présenter une notification très détaillée des lois et des règlements norvégiens. L'intervenante comprenait néanmoins que pour d'autres pays, il soit nécessaire d'établir des résumés.

58. Le représentant du Japon a accueilli favorablement la liste de questions figurant dans le document du Président. Néanmoins, les autorités japonaises n'étaient pas prêtes à supporter les trop nombreux frais administratifs qu'impliquait la combinaison de tous les textes de loi, y compris la législation générale et les réponses à cette liste. Pour l'heure, elles étudiaient le contenu de la liste en prenant ce problème en considération. La délégation de l'intervenant communiquerait prochainement un document décrivant les procédures de contestation suivies par son gouvernement (distribué ultérieurement sous la cote GPA/IC/W/37).

59. Le représentant des Etats-Unis a fait observer que, étant donné que l'Accord entrerait en vigueur après les autres Accords de l'OMC, il y aurait peut-être avantage à voir quelles étaient les procédures de notification qui avaient été suivies pour certains autres Accords de l'OMC et à étudier les succès ou échecs relatifs de leur utilisation. Il existait peut-être un document de l'OMC qui donne un résumé de ces diverses procédures de notification. Il serait également utile que chacun des représentants consulte à titre personnel les autres représentants sur ce point.

60. Résumant le débat, le Président a proposé que le Comité intérimaire invite le Secrétariat à communiquer des renseignements sur les procédures de notification dans d'autres domaines de l'OMC et sur les enseignements tirés jusqu'ici de leur utilisation. Il a conclu que la généralité des membres était favorable à une liste de questions. Une délégation avait proposé d'ajouter deux points concernant les procédures de contestation à la liste figurant dans le document et il a suggéré que le Comité intérimaire invite le Secrétariat à modifier ce document en conséquence. Une autre délégation avait suggéré que le Comité tienne en temps utile une réunion extraordinaire afin d'examiner les lois nationales d'application. Le Président a proposé de revenir à cette question une fois que les notifications auraient été présentées. Il a par ailleurs proposé que le Comité intérimaire transmette ses travaux en la matière au Comité devant être institué en vertu du nouvel accord pour suite à donner.

61. Le Comité intérimaire en est ainsi convenu.

62. Le Président a en outre rappelé que les procédures de mise en distribution générale des documents et les procédures de distribution des documents étaient les unes et les autres encore à l'examen dans

le cadre de l'OMC en général. Etant donné qu'il avait décidé à sa réunion du 4 avril 1995 de tenir compte, dans ses propres décisions sur ces questions, des résultats des débats y afférents menés dans le cadre de l'OMC, le Comité intérimaire devrait faire figurer ce point dans son rapport au Comité pour que celui-ci y donne suite.

63. Le Comité intérimaire en est ainsi convenu.

J. ETABLISSEMENT D'UN GUIDE PRATIQUE CONCERNANT LE NOUVEL ACCORD

64. Le Président a rappelé qu'à la réunion d'octobre du Comité intérimaire, un certain nombre de délégations, bien que n'étant pas opposées en principe à l'élaboration d'un nouveau guide, avaient suggéré de repousser l'examen approfondi de la question compte tenu de ses liens avec diverses autres questions qui étaient encore à l'examen. Il a aussi rappelé qu'à cette réunion, le représentant des Etats-Unis avait estimé qu'il y avait en fait deux questions distinctes: la structure et le contenu d'un guide pratique dans le vrai sens du terme et, indépendamment de cela, un système à feuillets mobiles qui permette de tenir à jour les Appendices, et avait proposé que le Comité devant être institué en vertu du nouvel accord se prononce ultérieurement sur une méthode régulière de mise à jour du nouvel accord permettant d'y inclure toutes les rectifications. Par contre, l'examen approfondi de la question de l'élaboration d'un guide pratique dans le vrai sens du terme pourrait être différé pour l'heure, compte tenu de ses liens avec diverses autres questions en suspens.

65. Les représentants des Communautés européennes et de la Corée ont souscrit à la proposition formulée par les Etats-Unis à la dernière réunion concernant l'application d'une méthode régulière de mise à jour du nouvel accord qui permette d'y inclure toutes les rectifications.

66. Le Président a suggéré que le Comité intérimaire invite le Secrétariat à établir une note succincte décrivant la manière dont pourrait fonctionner un système à feuillets mobiles qui permette de mettre à jour périodiquement les Appendices de l'Accord, en prenant en considération d'autres domaines relevant de l'OMC, tels que les listes tarifaires.

67. Le Comité intérimaire en est ainsi convenu.

K. TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

68. Le Président a rappelé qu'à ses réunions précédentes, le Comité intérimaire avait recueilli des renseignements sur l'utilisation des technologies de l'information pour la passation des marchés publics dans les divers pays signataires, à la fois au moyen d'échanges de vues et de documents. Ces renseignements figuraient dans les documents GPA/IC/W/7 et Addenda 1 à 10, qui contenaient les réponses des délégations à un questionnaire (reproduit dans le document GPA/IC/W/4/Rev.1), ainsi que dans les comptes rendus des précédentes réunions du Comité intérimaire. De plus, à l'occasion de la démonstration pratique qui avait eu lieu le 20 juin 1995, les délégations avaient distribué plusieurs documents contenant des informations sur les systèmes utilisés dans leurs pays. Un certain nombre de questions avaient été soulevées, qui concernaient, d'une part, l'accès aux projets de marchés et l'appel d'offres électronique et, d'autre part, la coopération entre les systèmes nationaux et la coordination de ces systèmes et les modifications éventuelles à apporter à l'Accord. Une première liste de ces questions avait été établie dans le document GPA/IC/W/18. Les Communautés européennes avaient présenté un certain nombre de questions et d'observations, qui figuraient dans le document GPA/IC/W/19 daté du 9 mai 1995. A sa réunion d'octobre, le Comité intérimaire avait invité les délégations à présenter par écrit au Secrétariat des observations précises sur les propositions formulées lors de la réunion, comme celles qui visaient à passer en revue les dispositions de l'Accord pour circonscrire les domaines qui demandaient à être étudiés plus avant ou à mettre en place un projet pilote en vue d'examiner de manière plus approfondie le degré de compatibilité des divers systèmes d'information et d'améliorer

cette compatibilité. Le Président a aussi rappelé qu'à la réunion d'octobre du Comité intérimaire, la représentante de la Norvège avait indiqué que, depuis que son pays avait communiqué des réponses au questionnaire (document GPA/IC/W/7/Add.6, daté du 15 novembre 1994), plusieurs projets avaient été menés à bien concernant les technologies de l'information utilisées dans la passation des marchés publics. Des informations complétant les réponses de la Norvège au questionnaire figuraient dans le document GPA/IC/W/7/Add.6/Suppl.1.

69. Présentant un document traitant du commerce électronique, le représentant des Etats-Unis a indiqué que le Comité intérimaire avait achevé une première étape dans l'échange d'informations, qui consistait à décrire les systèmes nationaux et à procéder à des démonstrations de ces systèmes.⁴ Sa délégation estimait que cet échange d'informations devait se poursuivre conformément aux dispositions de l'article XXIV:8 du nouvel accord. En outre, il ne s'agissait pas d'une science statique. Elle continuerait de se développer à mesure que les délégations mèneraient leurs travaux au titre du nouvel accord. Néanmoins, la délégation de l'intervenant était d'avis que le moment était venu de commencer à étudier les implications plus vastes de ces progrès technologiques pour la passation des marchés visés par cet accord ainsi que la question de savoir comment il devrait s'appliquer à ces divers domaines. Les pays qui avaient directement participé à la négociation de l'Accord se sont rendus compte que la question des technologies de l'information avait dans une large mesure été laissée de côté pendant la négociation. C'est ce qui était apparu très clairement à la fin de la négociation, moment où l'article XXIV:8, disposition relative aux technologies de l'information qui appelait de plus amples travaux, a été précipitamment rédigé. Cette disposition reconnaissait que l'Accord ne devrait pas faire aveuglément obstacle aux efforts légitimes des autorités contractantes de tirer avantage des progrès technologiques pour des raisons d'efficacité et pour avoir un plus grand choix dans leurs décisions en matière de passation de marchés. Faute de quoi, l'Accord risquerait d'être obsolète alors qu'il y avait volonté collective de le mettre en oeuvre. L'objectif impérieux de ces travaux devrait être de protéger et, dans les cas où cela serait possible, d'accroître l'accès à mesure que ces progrès technologiques seraient introduits. Afin d'accomplir ce qui était prévu à l'article XXIV:8, la délégation des Etats-Unis était d'avis qu'il conviendrait d'examiner de plus près tous les domaines de l'Accord, afin de comprendre les implications et d'envisager d'y apporter des éclaircissements, voire des modifications, lorsque cela serait justifié. Elle avait entrepris un examen modeste et très préliminaire et avait identifié trois domaines qui appelaient peut-être une plus grande attention, ainsi qu'elle l'avait exposé dans le document qu'elle avait communiqué. Une première question s'était posée lors de l'examen des travaux consacrés aux technologies de l'information, encore qu'il s'agisse peut-être d'une question qui n'était pas très évidente au début. Le risque existait que l'utilisation de technologies de l'information, d'Internet par exemple, conduise à ce que les responsables de la passation des marchés reçoivent une multitude d'offres. Il n'y avait guère d'obstacles qui empêcheraient que ce soit dans n'importe quelle partie du monde de soumissionner pour un marché donné, de sorte qu'il deviendrait plus intéressant de choisir la procédure d'appel d'offres sélective, procédure légitime, mais qui n'était pas utilisée jusqu'ici sur une grande échelle. Aux Etats-Unis, par exemple, c'était une procédure à laquelle il était assez rarement recouru, du moins au niveau fédéral. Le risque d'arriver à une telle situation pourrait justifier un examen des problèmes liés à la procédure d'appel d'offres sélective, en particulier les dispositions de l'article X. Deuxièmement, il y avait dans le nouvel accord des ambiguïtés qu'illustraient de manière patente l'article XI, qui ne faisaient pas explicitement référence aux publications électroniques, et l'article XIII, qui ne faisait pas mention de certaines formes nouvelles de présentation des soumissions. Enfin, il conviendrait d'examiner la question des délais. Une question fondamentale devrait être posée au sujet de la pertinence de délais qui ont été négociés à l'origine en fonction d'un système de publications uniquement sur papier. Le document présenté par la délégation de l'intervenant était préliminaire. Il y avait peut-être d'autres domaines de l'Accord qui justifiaient un examen plus approfondi.

⁴La proposition des Etats-Unis a été ultérieurement distribuée sous couvert du document GPA/IC/W/36 du 21 décembre 1995.

70. Le représentant du Canada a dit que les concepts énoncés dans le document présenté par les Etats-Unis étaient fondamentaux. Si cette question n'était pas traitée dans le contexte de l'Accord sur les marchés publics, la passation de marchés en conformité avec celui-ci deviendrait très rapidement extrêmement inefficace. Les procédures qu'il prévoyait empêcheraient les gouvernements de passer des marchés de manière efficace. L'intervenant s'est déclaré très en faveur des concepts exposés dans le document, parce que le succès de l'Accord en dépendait. Il était cependant tout aussi important de traiter la question de l'accès non discriminatoire aux marchés publics. L'utilisation de l'appel d'offres électronique comportait le risque que l'accès aux marchés soit parfois affecté de manière involontaire et indirecte. Le risque existait que les gouvernements, dans leur désir de passer des marchés avec plus d'efficacité, ne suivent peut-être pas nécessairement les procédures correctes ou tirent parti d'exceptions ou d'exclusions, parce que cela leur permettrait de passer des marchés plus rapidement. Le recours à la procédure d'appel d'offres sélective était un autre aspect qu'il fallait aborder avec circonspection. En outre, aux Etats-Unis, un autre effet indirect de l'utilisation du commerce électronique était qu'il permettait plus facilement d'identifier deux petites entreprises qui rempliraient les conditions requises pour soumissionner pour un marché particulier, de sorte que ce marché risquerait d'être soustrait à la concurrence prévue par l'Accord. L'utilisation de l'appel d'offres électronique méritait d'être examinée avec soin parce que, d'une certaine manière, elle affectait indirectement l'accès aux marchés. Il était impératif de concilier les avantages de l'appel d'offres électronique et le maintien d'un accès effectif aux marchés. L'intervenant a encouragé tous les membres du Comité intérimaire à soutenir la proposition des Etats-Unis, parce que c'était une question fondamentale et peut-être la question la plus importante à laquelle les délégations seraient confrontées à plus long terme.

71. La représentante de la Norvège a accueilli favorablement le document des Etats-Unis. Elle a rappelé que sa délégation était d'avis qu'il était temps de commencer à revoir l'Accord afin de prendre en considération l'utilisation des technologies de l'information, en le modifiant et en l'adaptant aux problèmes que posaient et aux possibilités qu'offraient les technologies de l'information, tout en ne perdant pas de vue l'objectif général qui était d'assurer un accès non discriminatoire dans le cadre de l'Accord.

72. Le Comité intérimaire a pris note de ces déclarations et est convenu de transmettre ses travaux sur la question au Comité devant être institué en vertu du nouvel accord pour suite à donner.

L. AUTRES QUESTIONS

- Projet de rapport du Comité intérimaire au Comité des marchés publics devant être institué en vertu du nouvel accord

73. Le Président a rappelé que le Comité intérimaire devait communiquer un rapport sur les résultats de ses travaux au Comité des marchés publics devant être institué en vertu du nouvel accord. Le Secrétariat avait distribué un projet de rapport aux délégations le 23 novembre pour qu'elles l'examinent à la présente réunion. Ce projet devait être actualisé à la lumière de la présente réunion. Le Président a proposé que le Comité intérimaire donne mandat au Secrétariat de modifier et d'actualiser ce rapport aux fins de transmissions au Comité devant être institué en vertu du nouvel accord.⁵

74. Le Comité intérimaire en est ainsi convenu.

- Dates provisoires des réunions en 1996 du Comité des marchés publics devant être institué en vertu du nouvel accord

⁵Le rapport a été distribué ultérieurement sous la cote GPA/IC/9.

75. Le Président a noté que le Comité intérimaire des marchés publics tenait là sa dernière réunion. La prochaine fois, les délégations se réuniraient dans le cadre du Comité des marchés publics devant être institué en vertu du nouvel accord. Pour des raisons d'organisation et compte tenu de l'augmentation du nombre des réunions se tenant dans le cadre de l'OMC, le Secrétariat avait été invité à indiquer les dates provisoires des réunions pour l'année à venir. Le Président a proposé les dates suivantes: 27 février, 18 avril, 9 juillet et 27 novembre 1996.

76. Le Comité intérimaire a pris note de cette déclaration.

- Réunion du Groupe de travail des règles du Conseil du commerce des services

77. Le Président a rappelé aux délégations que le Groupe de travail des règles du Conseil du commerce des services examinerait pour la première fois le 8 décembre 1995 la question des marchés publics et l'AGCS. La première réunion de ce Groupe pour la nouvelle année était prévue pour le 28 février 1996.